

# L'INDÉPENDANCE

BELGE.

Edition du matin

Belgique : un numéro 20 centimes.

PARIS (Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année)  
Province, 12 fr. par trimestre, 40 par année  
La France, 12 fr. par trimestre, 40 par année  
Allemagne, 12 fr. par trimestre, 40 par année  
Autres pays, 12 fr. par trimestre, 40 par année

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre  
à l'ordre de la Belgique.  
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

CONSERVATION PAR LE PROGRES

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la ligne.  
ANNONCES extraordinaires, 1 fr. 50 la ligne.  
FAITS divers, 3 fr. la ligne.  
Pour les annonces de France, s'adresser à Paris, à  
M. HAYAT, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à M. LAFITTE, rue de la Harpe, 104.  
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à M. HAASENSTEIN et VOGELER  
à Francfort s/M. Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Brüssel,  
Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lau-  
zanne; p/Anvers, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock-Road, M.  
STREET, 20, Cornhill, E. C. M. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

Observatoire Royal.

14 décembre, à midi.

14<sup>e</sup> jour de la lune

BAROMETRE observé.	747mm54
Thermomètre centigrade du baromètre.	6.5
Thermomètre centigrade de l'air.	5.4
Id. maximum depuis hier midi.	5.2
Id. minimum depuis hier midi.	1.9
EAU tombée.	4mm30
VENT.	SE
SOLEIL, lever.	7 h. 57 m.
Id. coucher.	3 h. 52 m.
LUNE, lever.	soir. 3 h. 28 m.
Id. coucher.	matin. 7 h. 32 m.

## AVIS.

Nous prions TRÈS-INSTAMMENT ceux de nos abonnés dont l'abonnement expire le 31 de ce mois de vouloir bien le renouveler AUSSI TÔT QUE POSSIBLE.

Nos lecteurs DES PROVINCES savent qu'ils doivent, pour tout abonnement nouveau, s'adresser au bureau de poste le plus voisin de leur localité. Les facteurs se chargent ensuite de tous les renouvellements.

Nos abonnés de l'étranger doivent s'adresser, suivant les pays, au bureau de poste ou à nos correspondants, ou bien nous envoyer directement leur demande accompagnée d'un mandat à vue, mandat de poste, de banque ou de commerce, sur Bruxelles ou Paris.

Au nombre des indications inscrites en permanence dans l'entête de l'Indépendance, se trouve celle-ci :

« Tout changement d'adresse doit être accompagné de LA DERNIÈRE BANDE. »

Nous ne saurions trop prier nos abonnés, — toujours en vue d'éviter, à nous des complications, à eux-mêmes des retards ou des erreurs, — de se conformer à cette dernière recommandation.

BRUXELLES, 14 décembre.

## REVUE POLITIQUE.

On attend avec impatience, sinon avec anxiété, le résultat de la discussion engagée aujourd'hui à l'Assemblée de Versailles. Le moment n'est plus aux commentaires. Il faut attendre les faits. Nos informations reçues ce matin et dans la journée nous laissent encore au préparatif de la bataille.

Une dépêche de notre service spécial nous fait connaître le texte de l'ordre du jour que proposera la droite. Il est moins précis encore que la proposition de M. Gaslonde quant au terme futur des pouvoirs de l'Assemblée. Le centre gauche refuse de le voter et propose l'ordre du jour pur et simple. (Voir au BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.)

Le Journal de la Meuse et des Vosges a annoncé, ces jours derniers, que le général de Manteuffel était attendu à Versailles dans le courant de la semaine prochaine, et que son voyage se rattacherait à une mission dont le gouvernement allemand aurait chargé le commandant en chef de l'armée de Prusse. Cette nouvelle est démentie par une dépêche de Berlin.

Un bruit généralement répandu à Berlin et en Allemagne attribue au prince de Bismarck l'intention de se démettre de ses fonctions de ministre-président du royaume de Prusse pour se consacrer entièrement à sa haute mission de chancelier de l'Empire allemand. Ce bruit, jusqu'ici, n'a pas été confirmé par la presse officielle; toutefois, notre correspondant de Berlin nous en parle, en ajoutant que le chancelier conserverait toujours le portefeuille des affaires étrangères dans le ministère prussien. Ces rumeurs ne datent pas d'hier, et il y a déjà quelque temps que les journaux ont signalé les inconvénients du cumul des fonctions multiples et parfois incompatibles dont est chargé le prince de Bismarck. Cependant, la tâche du ministre-président prussien va s'accroître par suite des réformes organiques de la loi électorale et de la forme des organes de l'Etat. Cette nouvelle est point de départ d'une autre loi, la législation générale de l'empire, qui doit se compléter aussi par des réformes importantes, réclame tous les soins du chef unique de cette administration centrale. Le bruit dont on parle est d'autant moins vraisemblable que le grand homme d'Etat allemand doit avoir compris la nécessité de ménager ses forces et sa santé. Quant au ministère des affaires étrangères de Prusse, il se compose, en ce qui concerne la politique étrangère, avec la direction des affaires politiques, de l'Allemagne, et le département politique du royaume de Prusse se trouve placé sur la même ligne que les autres offices des autres Etats de l'empire. En définitive, il est bien certain que non-seulement le ministère prussien sera prochainement renouveau, après les élections des titulaires, déjà données ou prévues, mais que le chancelier lui-même éprouvera le besoin de concentrer son action dans la haute sphère qui réclame toutes ses forces.

La nouvelle de la fermeture, par ordre de l'autorité, des églises catholiques dans la province

de Posen a fait, comme on le pense bien, une certaine sensation à Berlin. La presse ministérielle garde à ce sujet un silence qui ne laisse pas que de paraître étonnant. Mais une feuille de la province, la Gazette de Posen, publie des renseignements qui permettent d'apprécier la portée de la mesure. La feuille officieuse dit que l'archevêque Ledochowsky avait publié une lettre pastorale pour ordonner des prières dans toutes les églises du diocèse, placées sous la protection du « cœur de Jésus », afin d'implorer l'assistance du ciel contre les persécutions dont l'Eglise catholique est l'objet. Naturellement, cette lettre a été commentée en chaire, et les commentateurs n'ont pu s'empêcher de mettre le pied sur le terrain politique. Le gouvernement, qui a vu dans ces prédications une démonstration contre le pouvoir civil, les a interdites et un certain nombre de membres du clergé sont appelés à rendre compte de leur conduite à la justice. Il a été défendu aux élèves des établissements d'instruction et aux militaires de fréquenter les églises les jours où ces manifestations devaient avoir lieu. Il serait absolument faux, d'après la feuille que nous citons, que des églises aient été fermées ou que la moindre entrave ait été apportée à l'exercice du culte catholique dans les églises paroissiales. Les feuilles catholiques, selon leur habitude, exagèrent les faits et les exploitent dans un sens national-polonais. Il semble donc résulter de ces renseignements que cette affaire, à laquelle on avait donné des proportions graves, se réduit à un incident local. Ce qui tendrait à le faire croire, c'est que la fraction polonaise de la Chambre des députés a repoussé la proposition d'un de ses membres d'adresser à ce sujet une interpellation au gouvernement.

La commission militaire de la Chambre des députés d'Espagne a présenté son rapport. Il conclut à rendre le service militaire, personnel et obligatoire.

## Post-scriptum.

C'est bien une grande bataille qui s'est engagée cette après-midi à l'Assemblée de Versailles. Elle dure encore au moment où nous écrivons ces lignes, car la Chambre, après plus de quatre heures de séance a remis la continuation du débat à une séance de nuit qui a dû commencer à dix heures.

Nous n'avons donc, pour le moment, aucun résultat à enregistrer ni à commenter. Nous ne pouvons que céder la parole à celui de nos correspondants que nous avons chargé spécialement de nous tenir au courant des péripéties de cette chaude journée.

Voici ses télégrammes :

VERSAILLES, samedi, 14 décembre.

(Service spécial et extraordinaire de l'INDÉPENDANCE BELGE.)

5 heures 15 minutes.

M. GRÉVY est au fauteuil.

Dans la tribune diplomatique, on remarque

lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre, M. le

prince Orloff, ambassadeur de Russie, M. le

comte d'Armin, ambassadeur d'Allemagne,

Mgr Chigi, nonce du Pape, et presque tous les

chefs de légation.

Au banc des ministres se trouvent MM. Teis-

serenc de Bort, le général de Cissey, de Four-

tu, l'amiral Pothuau, de Rémusat, Dufaure

et de Goudard.

M. LE BARON DECAZES monte à la tribune

pour présenter un premier rapport concluant à

l'ordre du jour sur un certain nombre de

propositions annuelles demandant la dissolution.

M. LE MARQUIS DE MONTLAUR présente un

autre rapport analogue, avec les mêmes con-

clusions.

M. RAUL DUVAL, autre rapporteur, déclare

que l'Assemblée ne peut pas laisser entraver

son œuvre par de coupables manœuvres. Tant

que dure l'occupation étrangère, son mandat

ne peut pas être modifié.

M. GAMBETTA monte à la tribune.

Il dit qu'il est décidé à une absolue modé-

ration de langage. Il ne se laissera pas em-

porter.

Depuis longtemps, continue-t-il, j'étais dis-

posé à porter ce débat à la tribune. Comment

a-t-on attendu ces rapports de pétitions, quand

des propositions ont été déposées par nous dès

le mois d'août 1871? Est-ce parce qu'un dis-

port d'alois a associé notre demande de disso-

lution à celle d'autres députés demandant le

renouvellement partiel?

« Nous avons demandé la discussion à cinq

reprises différentes, comme le constate le

Journal officiel, et vous avez toujours refusé

de nous entendre.

« Je tiens à constater ces précédents.

« Pourquoi examiner maintenant ces pétitions

qui ont un an de date, et non celles qui affluent

depuis ces jours derniers?

« On présente les hommes qui réclament la

dissolution comme des hommes de violence,

et on essaie de troubler ainsi l'esprit public.

« Les pétitionnaires ne veulent attenter, ni à la

dignité, ni à l'indépendance de l'Assemblée.

« La question qui est entre nous doit être tran-

chée par le suffrage universel. (Applaudisse-

ments à gauche.)

« Ce que nous demandons n'est pas criminel.

« Laissez donc le souverain véritable se pronon-

cer et dire ce qu'il pense. S'il pense que la dis-

solution est nécessaire, il a le droit de le dire.

(Très-bien, à gauche.)

« L'Assemblée ne doit pas considérer les péti-

tions comme une injonction. Les députés

doivent les juger en hommes politiques.

« Je veux donc localiser le débat sur le ter-

rain politique et parlementaire.

« Il faut savoir si le suffrage universel, depuis

le 8 février 1871, a modifié son opinion et s'il

a condamné la politique de l'Assemblée.

« Le nombre des signataires des pétitions ré-

centes, — et il y en a encore à venir, — mon-

tre que vous êtes en présence d'une manifes-

tation puissante, universelle.

« Le décret de convocation de l'Assemblée se

rapporte à l'armistice et à la question de la

paix ou de la guerre. (Exclamations à droite.)

« Une grande partie du pays était occupée

alors. Il y a eu seulement cinq millions d'élec-

teurs. Les listes n'ont pas été vérifiées et il y

a pas même d'archives à l'Assemblée pour dire

combien de voix ont eu les députés élus. (Ex-

clamations.)

« Depuis le 8 février, toutes les élections ont

amené ici des députés favorables à la forme

républicaine.

« Je vais vous lire des articles de journaux,

appartenant au camp aujourd'hui hostile à la

dissolution, qui prouvent que l'élection de

l'Assemblée a été bâclée et que, par conséquent,

celle-ci ne peut pas constituer.

« M. LE PRÉSIDENT GRÉVY se lève et déclare

que la décision de l'Assemblée par laquelle elle

s'est attribuée le pouvoir constituant, doit être

respectée.

« M. GAMBETTA. Il n'est pas possible de parler

de la dissolution de l'Assemblée sans exami-

ner l'origine de ses pouvoirs.

« M. LE PRÉSIDENT GRÉVY persiste, avec l'ap-

pui de la droite.

« M. GAMBETTA cite des passages du rapport

de M. Vitet, lors de la discussion sur la Con-

stitution Rivet, qui constatent l'impuissance

provisoire de l'Assemblée quant à la consti-

tution du pays.

« M. LE PRÉSIDENT GRÉVY intervient de nou-

veau pour empêcher l'orateur de continuer

cette démonstration. (Murmures.)

« M. GAMBETTA. Je passe outre. Il y a déjà,

au moment où nous sommes, un million de

pétitionnaires. La Constituante de 1847 a ac-

cueilli les vœux du pays, quand il n'y avait

que 375,000 pétitionnaires.

« Vous aurez la majorité contre nous, mais

cela ne prouvera pas que vous êtes d'accord

sur la fondation d'un gouvernement et sur la

légalisation politique générale; cela prouvera

seulement que vous êtes d'accord pour ne pas

mourir.

« Vous dites vous-mêmes qu'il n'y a que des

majorités de rencontre, dans nos votes, et

c'est au lendemain précisément d'un vote où

l'Assemblée s'est partagée que l'idée de la

dissolution s'est imposée.

« C'est après le Message du président de la

république, qui a fait tressaillir le pays, que

l'Assemblée a répondu par des pétitions et des

Adresses à votre projet d'un gouvernement de

combat. Le pays a compris qu'on menaçait la

République, et il a manifesté ses sentiments de

confiance dans le pouvoir. Vous avez blâmé

ces manifestations, et le pays a répondu...

(Acclamations et murmures.)

« Il faudrait se mettre d'accord sur ce que

c'est que la conservation, qui n'est le mono-

pole de personne. On nous appelle radicaux,

mais dire en quoi cela consiste. Les radicaux

sont des républicains qui pensent qu'il n'y a

pas compatibilité entre le suffrage universel et

toute autre forme de gouvernement que la

république.

« C'est par instinct de conservation que le

pays pétitionne.

« Nous comprenons que la république doit

pénétrer peu à peu et s'imposer par l'autorité

de ses bienfaits.

« Une seule question est en jeu, c'est celle de

la politique du Message, et jusqu'à ce que le

pays voie cette politique triomphante, il péti-

tionnera.

« En votant contre les pétitions, vous n'avez

pas éteint le besoin qu'il éprouve de voir une

Assemblée nouvelle.

« Vous n'avez aucun monopole pour accepter

la couronne, et vous ne disposez pas du suf-

frage universel pour faire voter le rétablisse-

ment du trône. Voilà pourquoi vous voulez

maintenir le provisoire.

« Il faut aussi considérer nos relations avec

l'étranger. L'Europe est inquiète de ces bruits

de prononcements militaires. (Protesta-

tions.) Je ne crois pas à ces bruits, mais ils

circulent, et il y a des ordres du jour de gé-

nérations qui ont alarmé l'opinion publique.

« Il faut mettre un terme aux angoisses uni-

verselles.

« Nous espérons que vous céderez à la pres-

sion de l'opinion et que vous aurez un reste de

patriotisme. (Exclamations à droite. Longs

applaudissements à gauche.)

6 heures 30.

« M. LE DUC D'AUDRETT-FASSAT répond

par un discours très-violent.

« M. LOUIS BLANC monte à la tribune, à six

heures : Il parvient difficilement à obtenir

l'attention de la Chambre.

8 heures.

« M. RICARD demande le renvoi de la discus-

sion à lundi.

« M. RAOUL DUVAL demande une séance de

nuit.

« L'Assemblée décide que la discussion sera

reprise à dix heures. »

Second post-scriptum.

Au moment où nous sommes obligés de mettre

sous presse, — trois heures et demie du matin, —

nous n'avons encore reçu aucune informa-

tion concernant la séance de nuit.

On trouvera à notre BULLETIN TÉLÉGRAPHI-

que des détails complémentaires sur la fin de la

séance de jour.

La Chambre des Représentants ne s'est

pas trouvée aujourd'hui en nombre suffi-

sant pour délibérer.

Une seconde réunion de la minorité de l'Assoc



## NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)  
Paris, 13 décembre.

Toute l'attention est concentrée sur la grande bataille de demain. L'apprentissage du sein du centre gauche est émané d'une proposition ayant pour but de faire ajourner la discussion; elle est signée, dit-on, de MM. Bortol, E. Picard, Casimir Périer. Il n'y a, je crois, aucune chance qu'elle aboutisse à un succès; mais elle indique les tendances pacifistes du centre gauche, et il faut qu'on ne considère pas comme impossible que si l'extrême gauche se montre très-moderée et la droite très-violente (il n'y a pas de doute sur le second point, s'il peut y en avoir sur le premier) que le centre gauche s'abstienne dans la vote; ce qui rendrait la majorité relativement très-peu considérable. En ce qui concerne l'extrême gauche, toutes les nouvelles qui m'arrivent concordent pour faire supposer que M. Gambetta a pris l'engagement, tout au moins envers lui-même, d'être très-moderé.

Pourrait-il se tenir parole? On n'a pas idée de quelle haine le chef de la gauche radicale est l'objet de la part de la droite. Ces hommes, qui pèsent à la France, dont ils entretiennent les souffrances et l'agitation, ont un horreur profonde de l'homme qui, dans ses erreurs, ses fautes, ses excès du pouvoir même, n'a jamais été entraîné que par le patriotisme. Ces mandataires qui sentent leur mandat expirer, qui n'ont pas l'ombre d'une idée sur le désastre dévastateur que les élections leur préparent le pays au-delà de l'impasse, impuissant à se refusant à le consulter, ont toutes les fureurs de l'impuissance et de l'impopularité vis-à-vis du décorateur qui sera renvoyé à la prochaine Assemblée par dix ou douze collèges peut-être.

M. Gambetta pourra-t-il être insensible à toutes les fureurs qu'il va provoquer et qui peut-être, on le prétend du moins, lui interdiront même de garder la parole? Il est douteux pourtant que l'on ose empêcher de parler l'accusé qu'on met sur la sellette, et M. Gambetta a montré un tel empire sur lui-même dans la séance où il a subi, sans dire un mot et sans vouloir monter à la tribune, toutes les injures du général Changarnier et d'autres hommes de ce parti, qu'il est permis d'espérer qu'il aura demain le même calme.

L'attitude du gouvernement sera plus probablement ce qu'on avait annoncé; il émettra un avis dans la question; cet avis sera dépourvu de tout caractère, puisqu'il a déjà été donné. Mais il n'a pas autre chose qu'un avis à émettre, et ensuite à faire exécuter la loi. Un article du *Bien public* de ce soir, évidemment inspiré, conclut dans ce sens, mais fait entendre assez nettement à l'Assemblée qu'elle ne peut pas s'émouvoir.

Il est de plus en plus confirmé que M. Thiers n'assistera pas à la séance, et on peut d'avance se réjouir. M. de Gaulard parlera; mais comme le ministre de l'Intérieur n'a peut-être pas toute l'autorité désirée et qu'il n'est d'ailleurs un peu trop à droite, M. Dufaure indiquera aussi, dit-on, au nom du gouvernement, du moins ce qu'on croit que le garde des sceaux a refusé de présenter à une séance au tribunal de conflits, afin de pouvoir, ce jour-là, réserver sa liberté.

D'après les nouvelles de la présidence, M. Thiers attend avec calme le résultat de la séance de demain. Le chef de l'Etat aurait eu ces jours-ci quelques moments de découragement, et, à coup sûr, on en aurait à moins devant tant d'intrigues et de tentatives fautes et tant de mauvais vouloir aussi inutile aux ennemis du gouvernement que déplorable pour le pays. Il paraît que l'horrible temps qu'il a fait et les désastres qui en ont été les conséquences dans toute la France ont beaucoup ajouté aux préoccupations du président de la République.

Le fait d'une lettre adressée par le général Duret à M. Thiers, fait que je vous avais annoncé et qu'on a démenti, est confirmé ce soir par la *Patrie* elle-même; seulement il n'y aurait eu de viscéralité que dans l'expression de la justification que le général aurait fait parvenir au gouvernement au sujet des accusations dont il était l'objet.

La grande commission militaire, présidée par le maréchal Canrobert, va surtout s'occuper d'une question fort importante pour l'armée, celle de la clause. On vient de confier au vice-amiral Gizeux un rapport sur le rôle que pourrait avoir la marine au cas où il serait nécessaire de faire appel à son dévouement pour une guerre territoriale. On sait le rôle important et glorieux qu'a été joué par la marine dans la dernière lutte, et il est question d'organiser pour le cas échéant ce moyen de défense.

Les journaux cléricaux et monarchiques font grand bruit d'un incident qui s'est passé hier dans le conseil municipal de Paris, et qui aurait eu pour résultat, d'après eux, de faire voter les indemnités de logement pour les rabbins et les pasteurs protestants, et d'en faire refuser pour des prêtres catholiques.

D'après ce qui m'est dit, si le crédit n'a pas été refusé également pour tous, c'est que les membres qui n'ont pas cru devoir accorder l'indemnité aux prêtres catholiques n'étaient pas présents au moment où les autres crédits ont été votés.

On accusait beaucoup le préfet de la Seine d'être resté impassible à ce résultat qui en définitive lui ne pouvait empêcher.

Des étudiants de Rennes viennent de protester contre le fait d'une bannière qui a été portée au pè-

rinage d'Auray, avec cette inscription en lettres dorées: *les Etudiants de Rennes*.

A propos de protestations, on sait que les élèves de l'école de Grignon ont réclamé avec une grande énergie contre les sentiments qui leur avaient été prêtés, à la tribune, par un membre de la droite, M. Raudot.

Il y a eu aujourd'hui, en même temps que la réunion des généraux, entrevue de MM. Léon Say, Calmon et Renault, préfet de police, mais il n'y a eu de cet incident aucune indication de quelque gravité.

Au moment où le gouvernement se montre si facile aux concessions pour la droite, si doux pour les représentants des anciens partis, les organes du républicanisme continuent à être l'objet de ses rigueurs, ou tout au moins ne rencontrent chez lui que bien peu d'obligance.

On sait que la *Croix* se transforme et devient le journal *l'Etat*. Sur les affiches qui annoncent cette transformation, cette ligne était ajoutée au titre: *la République libre, le Commerce libre, la Patrie libre*.

Croiriez-vous que cette simple ligne a paru dangereuse, que l'autorisation n'a pas été accordée d'afficher dans ces conditions, et qu'on ne sait pas encore, à l'heure qu'il est, si ce programme inoffensif pourra s'inscrire sur les murs de la capitale, ou à coup sûr, pourtant il n'aura pas troublé le repos?

Le journal la *Riforma*, organe du parti Crispien, cesse sa publication en Italie, d'après ce que font savoir des lettres arrivées aujourd'hui.

Le journal de la *Meurthe-et-Moselle* a annoncé pour la semaine prochaine l'arrivée du général Manteuffel à Versailles. Le général serait, ajoute-t-on, chargé d'une mission.

On assure ce soir qu'il serait déjà arrivé à Versailles. Les partis hostiles au gouvernement font courir le bruit que nos relations avec l'Allemagne sont extrêmement tendues. On affirme de très-honne part qu'il n'y a absolument rien de fondé dans ce bruit.

M. Gambetta pourra-t-il être insensible à toutes les fureurs qu'il va provoquer et qui peut-être, on le prétend du moins, lui interdiront même de garder la parole? Il est douteux pourtant que l'on ose empêcher de parler l'accusé qu'on met sur la sellette, et M. Gambetta a montré un tel empire sur lui-même dans la séance où il a subi, sans dire un mot et sans vouloir monter à la tribune, toutes les injures du général Changarnier et d'autres hommes de ce parti, qu'il est permis d'espérer qu'il aura demain le même calme.

L'attitude du gouvernement sera plus probablement ce qu'on avait annoncé; il émettra un avis dans la question; cet avis sera dépourvu de tout caractère, puisqu'il a déjà été donné. Mais il n'a pas autre chose qu'un avis à émettre, et ensuite à faire exécuter la loi. Un article du *Bien public* de ce soir, évidemment inspiré, conclut dans ce sens, mais fait entendre assez nettement à l'Assemblée qu'elle ne peut pas s'émouvoir.

Il est de plus en plus confirmé que M. Thiers n'assistera pas à la séance, et on peut d'avance se réjouir. M. de Gaulard parlera; mais comme le ministre de l'Intérieur n'a peut-être pas toute l'autorité désirée et qu'il n'est d'ailleurs un peu trop à droite, M. Dufaure indiquera aussi, dit-on, au nom du gouvernement, du moins ce qu'on croit que le garde des sceaux a refusé de présenter à une séance au tribunal de conflits, afin de pouvoir, ce jour-là, réserver sa liberté.

D'après les nouvelles de la présidence, M. Thiers attend avec calme le résultat de la séance de demain. Le chef de l'Etat aurait eu ces jours-ci quelques moments de découragement, et, à coup sûr, on en aurait à moins devant tant d'intrigues et de tentatives fautes et tant de mauvais vouloir aussi inutile aux ennemis du gouvernement que déplorable pour le pays. Il paraît que l'horrible temps qu'il a fait et les désastres qui en ont été les conséquences dans toute la France ont beaucoup ajouté aux préoccupations du président de la République.

Le fait d'une lettre adressée par le général Duret à M. Thiers, fait que je vous avais annoncé et qu'on a démenti, est confirmé ce soir par la *Patrie* elle-même; seulement il n'y aurait eu de viscéralité que dans l'expression de la justification que le général aurait fait parvenir au gouvernement au sujet des accusations dont il était l'objet.

La grande commission militaire, présidée par le maréchal Canrobert, va surtout s'occuper d'une question fort importante pour l'armée, celle de la clause. On vient de confier au vice-amiral Gizeux un rapport sur le rôle que pourrait avoir la marine au cas où il serait nécessaire de faire appel à son dévouement pour une guerre territoriale. On sait le rôle important et glorieux qu'a été joué par la marine dans la dernière lutte, et il est question d'organiser pour le cas échéant ce moyen de défense.

Les journaux cléricaux et monarchiques font grand bruit d'un incident qui s'est passé hier dans le conseil municipal de Paris, et qui aurait eu pour résultat, d'après eux, de faire voter les indemnités de logement pour les rabbins et les pasteurs protestants, et d'en faire refuser pour des prêtres catholiques.

D'après ce qui m'est dit, si le crédit n'a pas été refusé également pour tous, c'est que les membres qui n'ont pas cru devoir accorder l'indemnité aux prêtres catholiques n'étaient pas présents au moment où les autres crédits ont été votés.

On accusait beaucoup le préfet de la Seine d'être resté impassible à ce résultat qui en définitive lui ne pouvait empêcher.

Des étudiants de Rennes viennent de protester contre le fait d'une bannière qui a été portée au pè-

rinage d'Auray, avec cette inscription en lettres dorées: *les Etudiants de Rennes*.

A propos de protestations, on sait que les élèves de l'école de Grignon ont réclamé avec une grande énergie contre les sentiments qui leur avaient été prêtés, à la tribune, par un membre de la droite, M. Raudot.

Il y a eu aujourd'hui, en même temps que la réunion des généraux, entrevue de MM. Léon Say, Calmon et Renault, préfet de police, mais il n'y a eu de cet incident aucune indication de quelque gravité.

Au moment où le gouvernement se montre si facile aux concessions pour la droite, si doux pour les représentants des anciens partis, les organes du républicanisme continuent à être l'objet de ses rigueurs, ou tout au moins ne rencontrent chez lui que bien peu d'obligance.

On sait que la *Croix* se transforme et devient le journal *l'Etat*. Sur les affiches qui annoncent cette transformation, cette ligne était ajoutée au titre: *la République libre, le Commerce libre, la Patrie libre*.

Croiriez-vous que cette simple ligne a paru dangereuse, que l'autorisation n'a pas été accordée d'afficher dans ces conditions, et qu'on ne sait pas encore, à l'heure qu'il est, si ce programme inoffensif pourra s'inscrire sur les murs de la capitale, ou à coup sûr, pourtant il n'aura pas troublé le repos?

Le journal la *Riforma*, organe du parti Crispien, cesse sa publication en Italie, d'après ce que font savoir des lettres arrivées aujourd'hui.

Le journal de la *Meurthe-et-Moselle* a annoncé pour la semaine prochaine l'arrivée du général Manteuffel à Versailles. Le général serait, ajoute-t-on, chargé d'une mission.

On assure ce soir qu'il serait déjà arrivé à Versailles. Les partis hostiles au gouvernement font courir le bruit que nos relations avec l'Allemagne sont extrêmement tendues. On affirme de très-honne part qu'il n'y a absolument rien de fondé dans ce bruit.

M. Gambetta pourra-t-il être insensible à toutes les fureurs qu'il va provoquer et qui peut-être, on le prétend du moins, lui interdiront même de garder la parole? Il est douteux pourtant que l'on ose empêcher de parler l'accusé qu'on met sur la sellette, et M. Gambetta a montré un tel empire sur lui-même dans la séance où il a subi, sans dire un mot et sans vouloir monter à la tribune, toutes les injures du général Changarnier et d'autres hommes de ce parti, qu'il est permis d'espérer qu'il aura demain le même calme.

L'attitude du gouvernement sera plus probablement ce qu'on avait annoncé; il émettra un avis dans la question; cet avis sera dépourvu de tout caractère, puisqu'il a déjà été donné. Mais il n'a pas autre chose qu'un avis à émettre, et ensuite à faire exécuter la loi. Un article du *Bien public* de ce soir, évidemment inspiré, conclut dans ce sens, mais fait entendre assez nettement à l'Assemblée qu'elle ne peut pas s'émouvoir.

Il est de plus en plus confirmé que M. Thiers n'assistera pas à la séance, et on peut d'avance se réjouir. M. de Gaulard parlera; mais comme le ministre de l'Intérieur n'a peut-être pas toute l'autorité désirée et qu'il n'est d'ailleurs un peu trop à droite, M. Dufaure indiquera aussi, dit-on, au nom du gouvernement, du moins ce qu'on croit que le garde des sceaux a refusé de présenter à une séance au tribunal de conflits, afin de pouvoir, ce jour-là, réserver sa liberté.

D'après les nouvelles de la présidence, M. Thiers attend avec calme le résultat de la séance de demain. Le chef de l'Etat aurait eu ces jours-ci quelques moments de découragement, et, à coup sûr, on en aurait à moins devant tant d'intrigues et de tentatives fautes et tant de mauvais vouloir aussi inutile aux ennemis du gouvernement que déplorable pour le pays. Il paraît que l'horrible temps qu'il a fait et les désastres qui en ont été les conséquences dans toute la France ont beaucoup ajouté aux préoccupations du président de la République.

Le fait d'une lettre adressée par le général Duret à M. Thiers, fait que je vous avais annoncé et qu'on a démenti, est confirmé ce soir par la *Patrie* elle-même; seulement il n'y aurait eu de viscéralité que dans l'expression de la justification que le général aurait fait parvenir au gouvernement au sujet des accusations dont il était l'objet.

La grande commission militaire, présidée par le maréchal Canrobert, va surtout s'occuper d'une question fort importante pour l'armée, celle de la clause. On vient de confier au vice-amiral Gizeux un rapport sur le rôle que pourrait avoir la marine au cas où il serait nécessaire de faire appel à son dévouement pour une guerre territoriale. On sait le rôle important et glorieux qu'a été joué par la marine dans la dernière lutte, et il est question d'organiser pour le cas échéant ce moyen de défense.

dislocation de notre grande et belle administration financière.

M. de Soubeyran ne se tient pas pour battu. Voici à la tribune insistant sur l'importance exceptionnelle du ministère des finances. « Si l'on ne va pas admettre l'idée de deux ministres, au moins pourrait-on créer deux sous-secrétaires d'Etat, ou les ordres et la responsabilité d'un seul ministre. L'Assemblée conclut à ce que l'Assemblée veuille bien renvoyer son amendement à la commission des services administratifs.

Il n'y a donc pas lieu de voter.

M. de la Monneraye est à la tribune. Il développe un amendement de la commission des services administratifs tendant à réduire le nombre des employés de l'administration centrale et à attribuer à crédits réduits disponibles par ces suppressions et améliorer les petits traitements.

On vote. Deux épreuves sont déclarées douteuses. Le scrutin va prononcer:

Pour..... 240  
Contre..... 326

L'amendement est rejeté.

Cet échec amène à la tribune M. de Rochejaquelein, qui vient se plaindre du mauvais accueil fait par l'Assemblée au premier amendement présenté par la commission de réorganisation des services administratifs.

Personne ne répliquant, l'incident n'a pas de suite. Un amendement de M. de Foubert, ayant pour objet de réduire certains fonctionnaires de la cour des comptes, donne l'occasion à M. d'Audiffert-Pasquier de défendre cette institution. Il rappelle l'appui qu'elle a donné à la commission des marchés.

L'amendement est rejeté.

On épuise les divers chapitres du ministère des finances, sans incidents notables.

La séance est ensuite levée.

A demain la grande bataille!

P. S. Paris, 7 heures. — Quelques mots sur les réunions des différents groupes parlementaires.

L'extrême gauche a décidé de ne faire point la discussion de demain que sur les anciennes pétitions, les seules, d'ailleurs, sur lesquelles des rapports soient faits. On réservera ainsi pour une discussion ultérieure les pétitions qu'on signe en ce moment, et dont le nombre est considérable. Quatre journaux de Paris ont déjà plus de 200,000 signatures.

La gauche républicaine paraît disposée à soutenir l'extrême gauche. M. Le Royer a été désigné pour porter la parole au nom de ce groupe.

Le centre gauche se plait hésitant. Des versions contradictoires courent sur la réunion d'aujourd'hui. D'après les uns, il serait disposé à présenter l'ordre du jour suivant:

« Considérant que l'autorité du pays exige impérieusement l'existence d'un gouvernement régulier, ce qui implique la formation d'une majorité constante dans la Chambre;

« Que ces éléments indispensables d'un gouvernement, à savoir: des pouvoirs publics organisés et une majorité parlementaire, venant à manquer, ce serait un devoir de conscience pour l'Assemblée de se prononcer, soit sur le renouvellement partiel, soit sur la dissolution;

« Qu'une commission actuellement en fonction a reçu de l'Assemblée le mandat de lui soumettre une loi d'organisation du gouvernement;

« Que la question du renouvellement ou de la dissolution se lie ainsi entièrement aux travaux de la commission;

« L'Assemblée nationale renvoie les pétitions relatives à la dissolution, dont le rapport a été présenté dans la séance de ce jour, à la commission de 30 membres, qui est saisie de la proposition de M. le garde des sceaux Dufaure.

D'après les autres, il aurait au contraire décidé de se rallier à tout ordre du jour rejetant les pétitions et blâmant le mouvement dissolutionniste.

La vérité est qu'aucune décision définitive n'a été prise. Une nouvelle réunion doit avoir lieu demain avant la séance; jusque-là rien n'est arrêté.

Ce qui est moins incertain, c'est l'attitude du gouvernement. Je tiens de bonne source que, tout en ne connaissant le droit de pétition, il blâmera les manifestes des deux gauches et le mouvement dissolutionniste, qu'il considère comme inopportun et dangereux.

(Autre correspondance.)

Versailles, 13 décembre.

« Nous aurons une journée. » C'est là ce qu'on se répète à propos de la séance de samedi. C'est la droite qui l'aura provoquée, dit-on à gauche. Les organes de la presse modérée constatent que la droite, en faisant une opposition violente et systématique au gouvernement, en augmentant par ses pétitions de rancunes et d'ambitions, les difficultés du gouverner, en cherchant chaque jour des prétextes et des agitations qui entraînent la marche des affaires, a largement contribué à favoriser le pétitionnement dissolutionniste et à inspirer à la gauche les déclarations qui ont été publiées. Mais ils regrettent que la gauche radicale ait publié son manifeste dont l'opportunité est très-contestée.

Mais il ne s'agit pas aujourd'hui de ces appréciations. L'opinion publique se préoccupe de l'attitude que prendront le gouvernement et les partis dans la bataille de demain. C'est là dessus que je viens vous renseigner.

Le conseil des ministres s'est réuni hier. L'opinion a d'abord prévalu que le gouvernement devait ne prendre aucune part au débat; mais M. Raoul Dufaure prendra le premier la parole, et il paraît très-probable qu'il mettra le gouvernement en demeure d'exprimer son opinion. Aussi les ministres ont-ils dû

se livrer de la religion de *Nanon* pour que l'illustré s'écrie d'un air de cette œuvre étrange, curieuse, attachante, d'une sincérité de confession qui rappelle parfois à l'audace. Mais peu importe à l'histoire que celle-ci soit le témoignage et le témoignage de la classe sans aira augmentant la pubescence.

Ces Enchantements de M<sup>me</sup> Prudence de Saman l'Esbatx sont des *Mémoires*, ai-je dit, des mémoires intimes sur tout un monde aujourd'hui disparu, le monde littéraire de la Restauration, l'académie de l'abbaye-aux-Bois, des contemporains de Chateaubriand et de Béranger. Il viendra, tant le flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que quelqu'un jette, par exemple, aujourd'hui dans une conversation le nom de M<sup>me</sup> Récamier, je gage qu'on se demandera pourquoi cette affectation d'érudition. On ignore à présent avec délices et on dédaigne avec aplomb. Il y a un flot d'ignominie et d'oubli monte de tous côtés, un moment où l'on semblera pédant si l'on s'avise de parler de ses aïeux d'hier. Que







